

LES AMPHIS DE L'AFTi

FATCA / TTF : QUELS IMPACTS POUR LE POST-MARCHÉ ?

MERCREDI 11 AVRIL 2012

En partenariat avec :

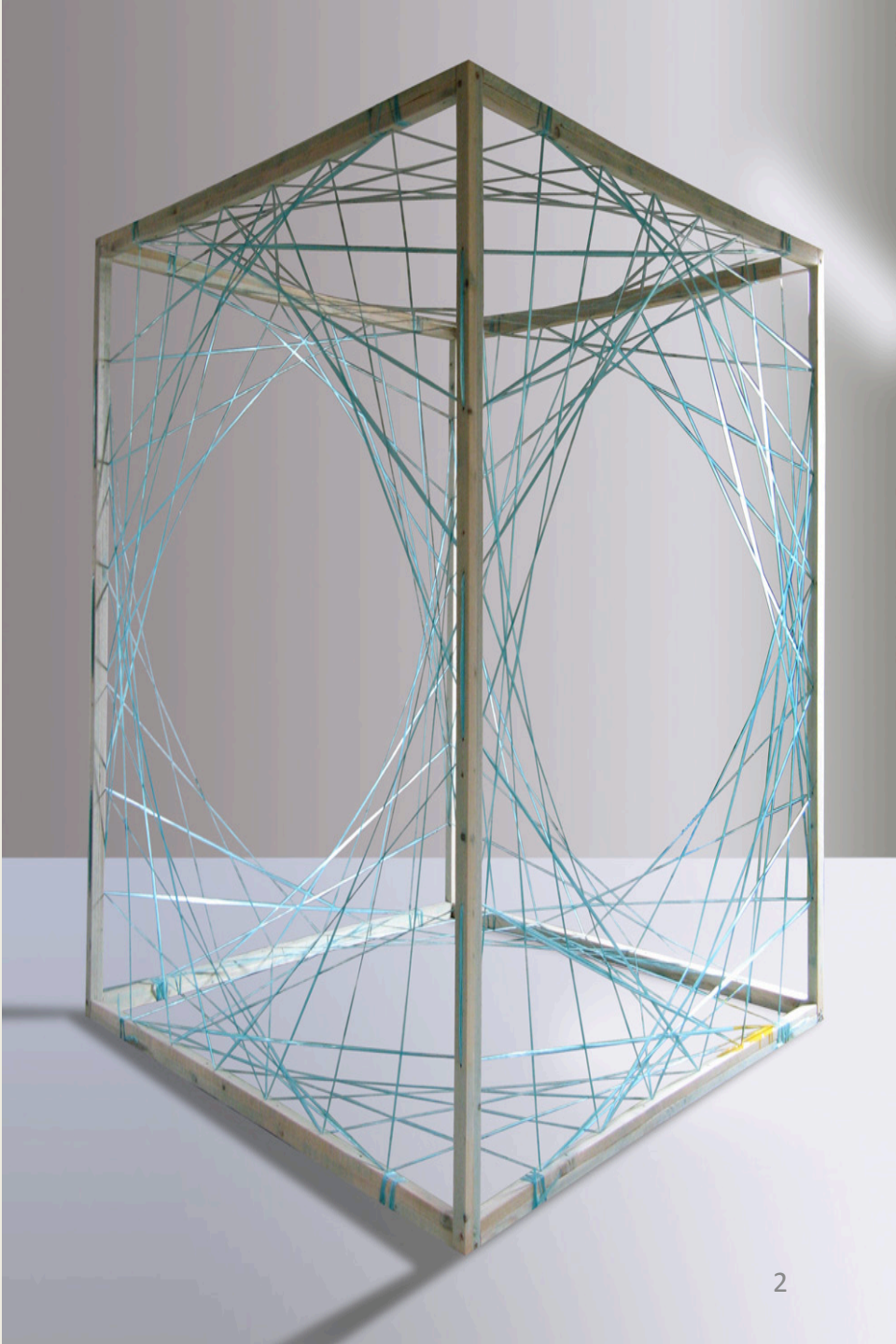


Introduction

Marcel Roncin

Président

AFTI



Programme

9H30 : **Introduction**

Marcel Roncin, *Président de l'AFTI*

9H35 : **" FATCA : Point sur les actions de lobbying et état actuel du dossier"**

Tania Saulnier, *Chargée de mission Expertise fiscale*, Fédération Bancaire Française

10H00 : **FATCA : Impacts juridiques**

Stéphane L.Salabert, *Senior manager Advisory services bank*, KPMG SA

10H30 : **FATCA et TTF : Impacts sur les teneurs de comptes conservateurs**

Dominique De Wit, *Secrétaire général*, Crédit Agricole Titres

Thibault de Lajudie, *Associé*, Ailancy

11H00 : **TTF : Modalités de collecte**

Brigitte Daurelle, *Secrétaire générale*, Euroclear France

Pierre Porta, *expert métier Titres*, CSC

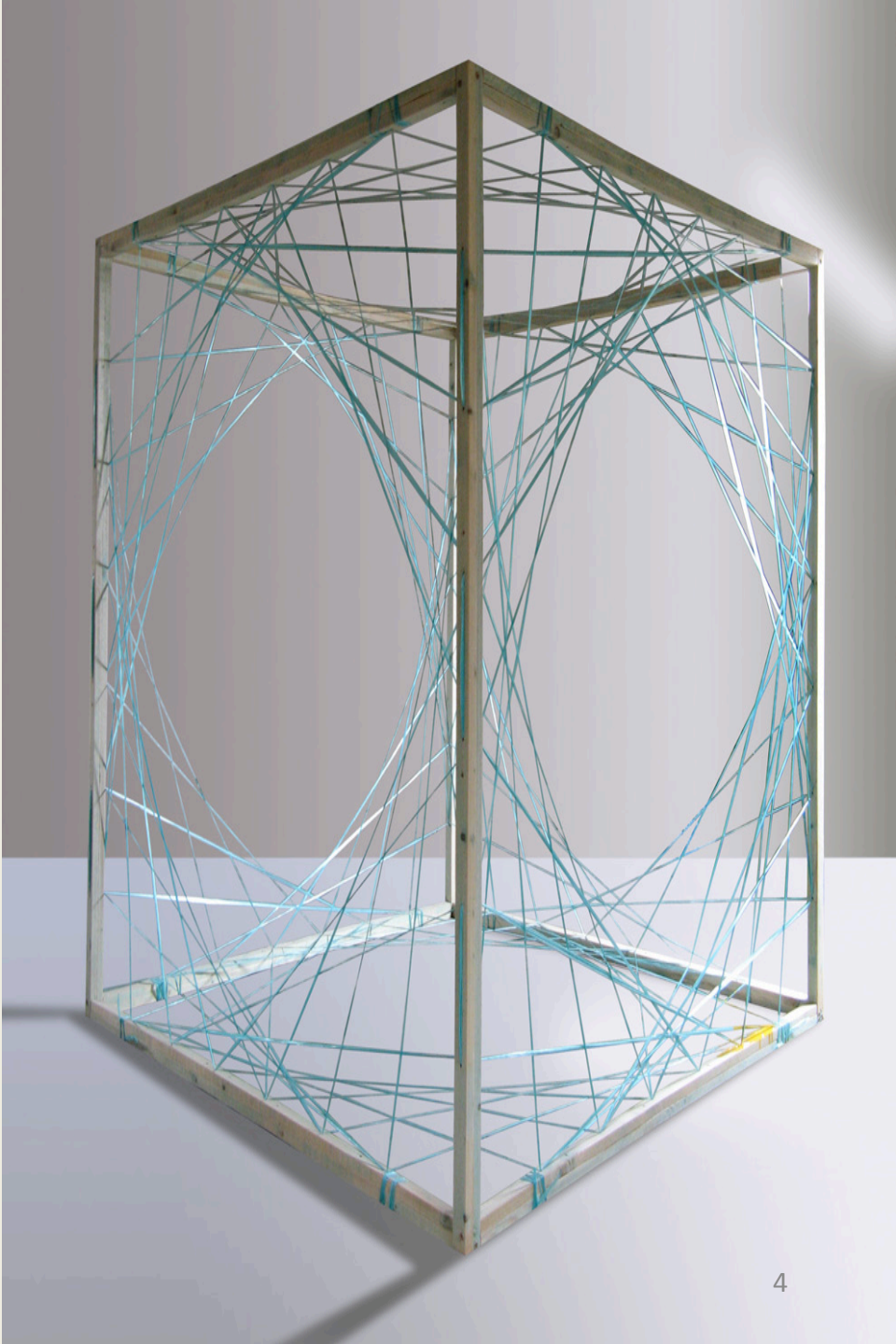
11H30 : **Fin de l'amphi.**

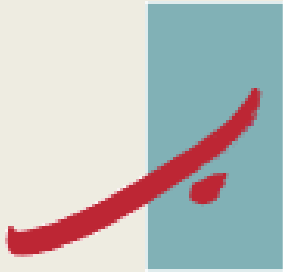
FATCA : Point sur les actions de lobbying et état actuel du dossier

Tania Saulnier

Chargée de mission Expertise fiscale

FBF



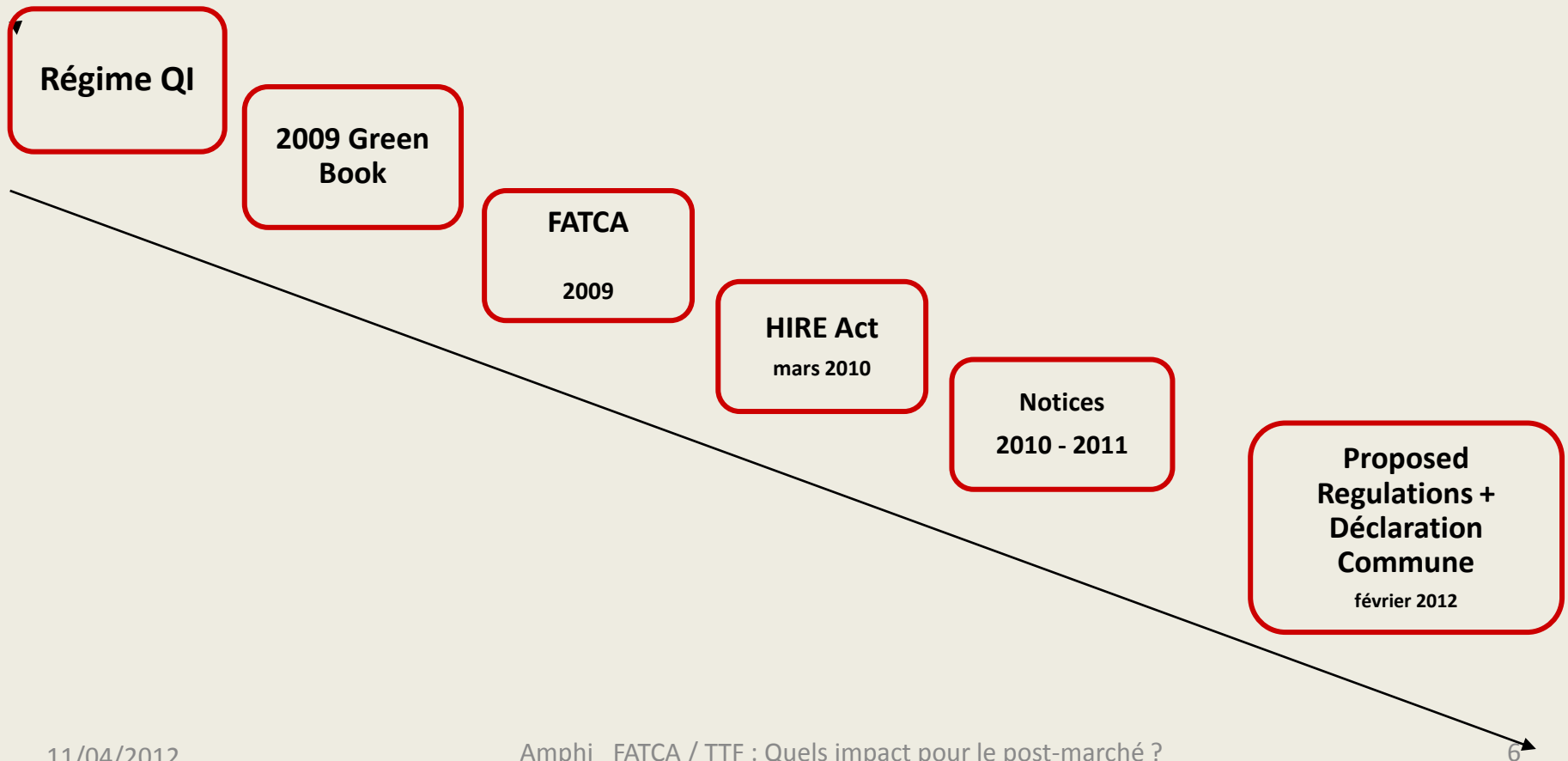


FEDERATION
BANCAIRE
FRANCAISE

FATCA: Présentation du Lobbying bancaire depuis 2009

Tania Saulnier, Fédération Bancaire Française

Genèse des règles FATCA



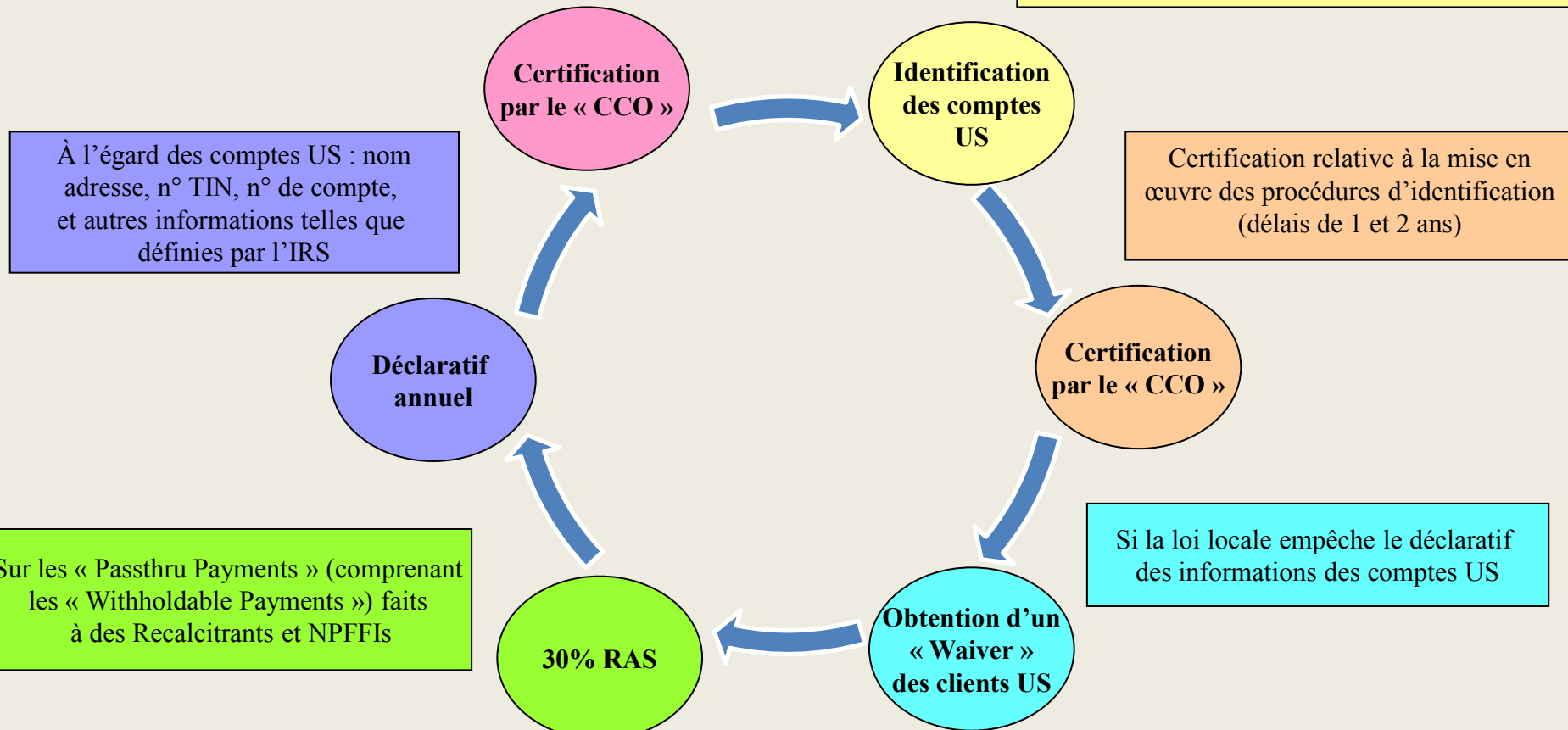
Quelques rappels sur FATCA (1)

- L'objectif de FATCA est de lutter contre l'évasion fiscale des contribuables américains
- Les Etats-Unis veulent que les institutions financières non-américaines dévoilent leurs clients « US Person »
- FATCA poursuit ce but en imposant une retenue à la source punitive destinée à inciter les institutions financières à participer « volontairement » au système, en faisant en sorte que cette retenue à la source affecte le secteur financier dans son ensemble

Quelques rappels sur FATCA (2)

Pas de stratégies de contournement
eu égard aux « US Persons »
à compter du 6 août 2011

Différentes procédures :
Comptes existants / Nouveaux comptes
Comptes Personnes Physiques / comptes d'entités



Lobbying de la Fédération Bancaire Française

- Liens étroits avec la Fédération Bancaire européenne (FBE) au niveau international
- Une action forte en France auprès des autorités nationales

Lobbying de la Fédération Bancaire Européenne

- La FBE a depuis l'origine mis en avant le caractère unilatéral et disproportionné de ces nouvelles règles, sans précédent dans l'histoire fiscale, que ses membres ne pourraient être en mesure d'accepter
- Au niveau politique : Lobbying conjoint de la FBE et de "l'Institute of International bankers" (IIB) aux Etats-Unis dès 2009 (commentaires sur le "Green Book" de 2009 – rencontres avec des membres Congrès US lors des discussions sur le texte FATCA)
- Sur un niveau plus technique : la FBE a initié des discussions avec le Trésor US et l'IRS depuis 2010 avec l'objectif d'obtenir des allègements dans l'application de la loi (rencontres en mai et décembre 2010 – commentaires sur les Notices 2010-60 et 2011-34)

Des efforts au niveau communautaire ...

- Contacts entre la FBE et la Commission européenne (2010 and 2011) et avec les attachés fiscaux des ambassades à Washington de plusieurs pays européens (2010) pour une prise de conscience des gouvernements sur FATCA
- Discours du Commissaire Semeta à la Chambre de Commerce de Washington le 16 Décembre 2010 mentionnant les problématiques posées par FATCA
- Lettre de la Présidence et de la Commission européenne au Trésor US et à l'IRS invitant à un dialogue EU - US sur FATCA et sur les synergies potentielles avec la Directive Epargne révisée (24 mars 2011)

... et en France

- Contacts entre la FBF et les autorités françaises dès 2010 afin de relayer les inquiétudes de l'industrie bancaire française au regard de FATCA
- Discussions régulières afin d'obtenir le soutien des autorités (notamment déclaratif d'administration fiscale à administration fiscale)
- Discussions des autorités fiscales françaises avec leurs homologues de plusieurs pays européens en 2011 (Allemagne, Espagne, Italie et Royaume-Uni)
- Accélération des discussions de ce groupe de cinq pays européens avec les Etats-Unis fin 2011 et infléchissement de la position des autorités américaines

Quels résultats ? Un contexte nouveau pour cinq pays européens, dont la France

- Publication le 8 février 2012 d'une Déclaration Commune des Etats-Unis et de cinq Etats européens (Allemagne, Espagne, France, Italie, Royaume-Uni) sur une approche intergouvernementale de mise en œuvre du dispositif FATCA permettant de réduire les obstacles juridiques, de simplifier la mise en œuvre pratique, et de réduire les coûts supportés par les établissements financiers
- Objectif : Signature d'accords bilatéraux entre ces pays et les Etats-Unis
- Des engagements pour chaque partie prenante ; certaines contraintes levées pour les établissements implantés dans les cinq pays signataires
- Comment la Déclaration Commune s'articule-t-elle avec les "Proposed Regulations"
- Quelle réciprocité ?

Quels résultats dans les « Proposed Regulations » ?

- Entrée en vigueur échelonnée : de 2013 à 2017 (voire au-delà)
- Elargissement de la catégorie des “Deemed-compliant FFI”
- Concept de “Active NFFE”
- “Due diligence” des comptes existants : recherche électronique et application de seuils de matérialité (250 K\$ et 1 M\$ pour les entités)
- Déclaratif : Simplification des obligations avec la prise en compte des standards nationaux
- “Cost Basis Reporting” repoussé pour les banques non-américaines

Prochaines étapes ...

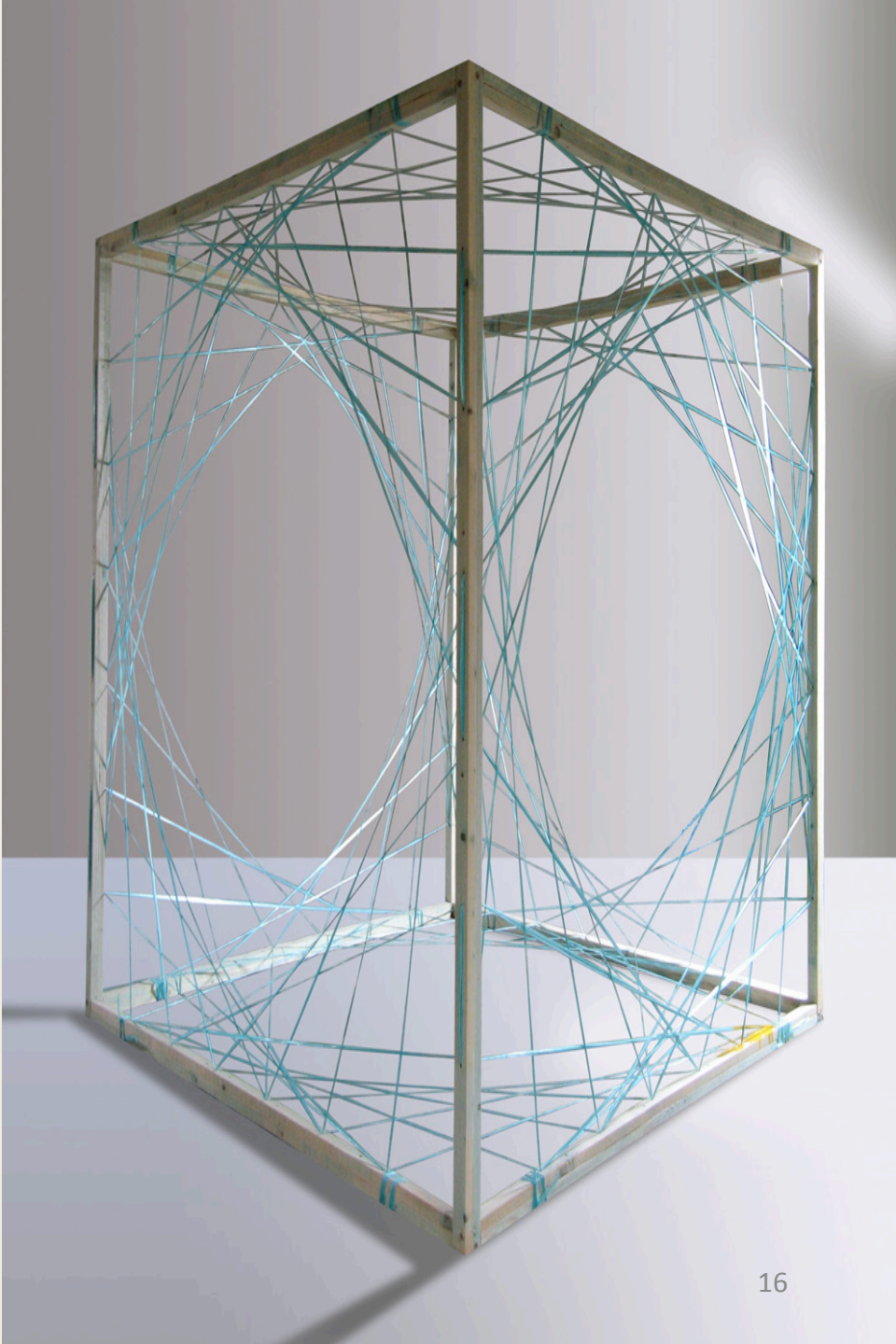
- Tandis que les “Proposed Regulations” du 8 février 2012 accordent certains allègements, des complexités nouvelles apparaissent : le lobbying doit se poursuivre afin de rendre le système FATCA le moins contraignant possible
- Participation de la FBE à la consultation sur les “Proposed Regulations (fin avril 2012) et à l’audition publique de l’IRS le 15 mai 2012 à Washington
- Action de la FBF dans le contexte de l’élaboration des accords bilatéraux : dialogue étroit avec les autorités nationales

FATCA : Impacts juridiques

Stéphane L.Salabert

Senior manager Advisory services bank

KPMG SA



Les informations contenues dans ce document sont d'ordre général et ne sont pas destinées à traiter les particularités d'une personne ou d'une entité. Bien que nous fassions tout notre possible pour fournir des informations exactes et appropriées, nous ne pouvons garantir que ces informations seront toujours exactes à une date ultérieure. Elles ne peuvent ni ne doivent servir de support à des décisions sans validation par les professionnels ad hoc.

Les éléments présentés dans ce document et lors de la présentation ne sauraient également constituer un avis juridique du cabinet ou de l'intervenant.

KPMG S.A. est une société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes à directoire et conseil de surveillance au capital social de 5 497 100 euros. 775 726 417 RCS Nanterre. Siège social : Immeuble Le Palatin, 3 cours du Triangle, 92939 Paris La Défense Cedex. KPMG S.A. est membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative (« KPMG International »), une entité de droit suisse. KPMG International ne propose pas de services aux clients. Aucun cabinet membre n'a le droit d'engager KPMG International ou les autres cabinets membres vis-à-vis des tiers. KPMG International n'a le droit d'engager aucun cabinet membre.

Agenda

FATCA en quelques mots

Les impacts juridiques et réglementaires de FATCA

De nouvelles implications juridiques apportées par les Proposed Regulations

Conclusion



FATCA en quelques mots

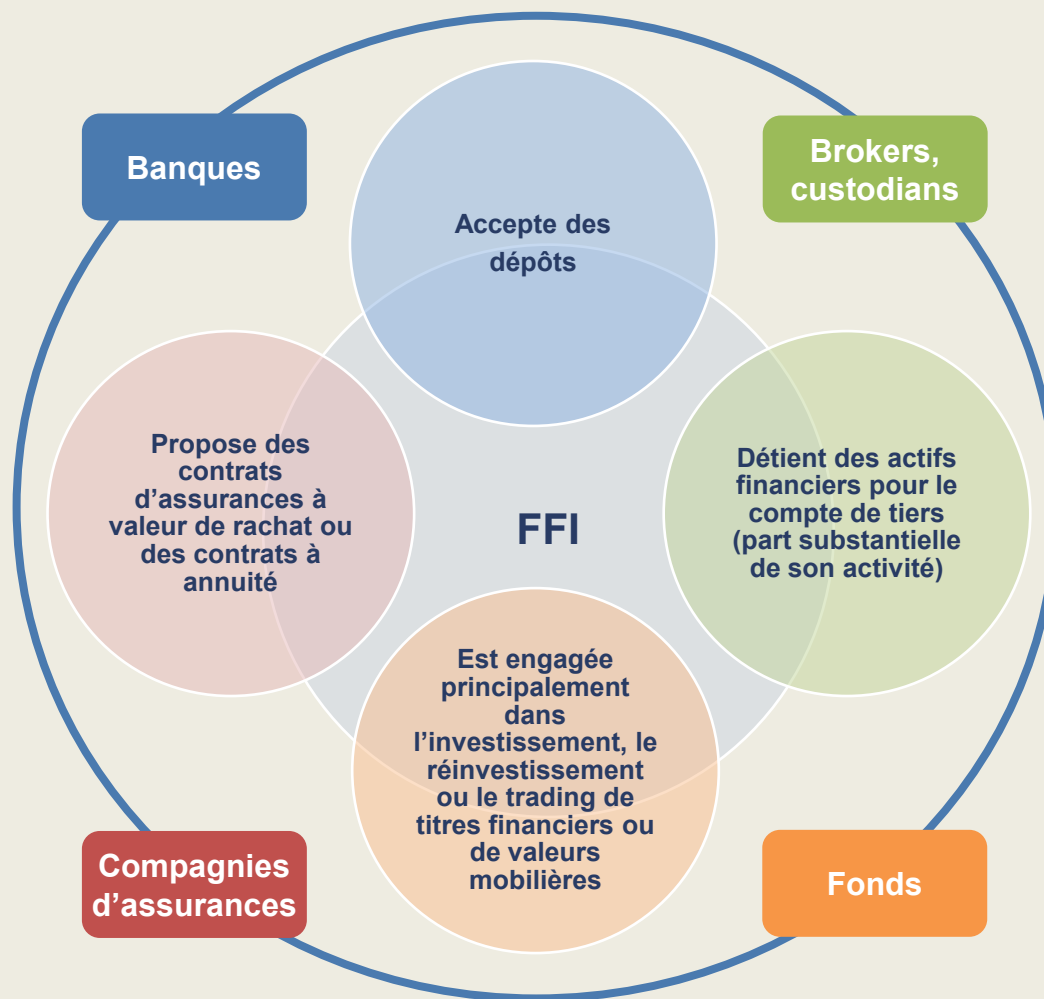
- Adoption le 18 mars 2010 par les Etats-Unis de la législation « Foreign Account Tax Compliance Act » (FATCA), promulguée dans le cadre du « Hiring Incentives to Restore Employment Act » (HIRE);
- Publication par l'administration fiscale américaine (IRS) et le département du Trésor américain :
 - de trois « notices », entre août 2010 et juillet 2011, qui précisent les modalités d'application de FATCA;
 - des « proposed regulations », le 8 février 2012, qui énoncent de façon détaillée les règles que devront suivre les institutions financières pour être conforme à FATCA.

Les objectifs visés

- Permettre à l'administration américaine de lutter plus efficacement contre l'évasion fiscale en imposant certaines obligations aux institutions financières, américaines ou non:
 - collecte d'informations visant l'identification des comptes présentant des indices d'américanité;
 - communication à l'IRS par l'établissement financier de données relatives à ces comptes et à l'identité de leurs titulaires;
 - application, pour le compte de l'IRS, d'une retenue punitive de 30% pour les clients ou les établissements qui ne respectent pas les dispositions de FATCA.

Qui est concerné?

- Les institutions financières étrangères (FFI) principalement



Les impacts juridiques et réglementaires de FATCA (1/2)

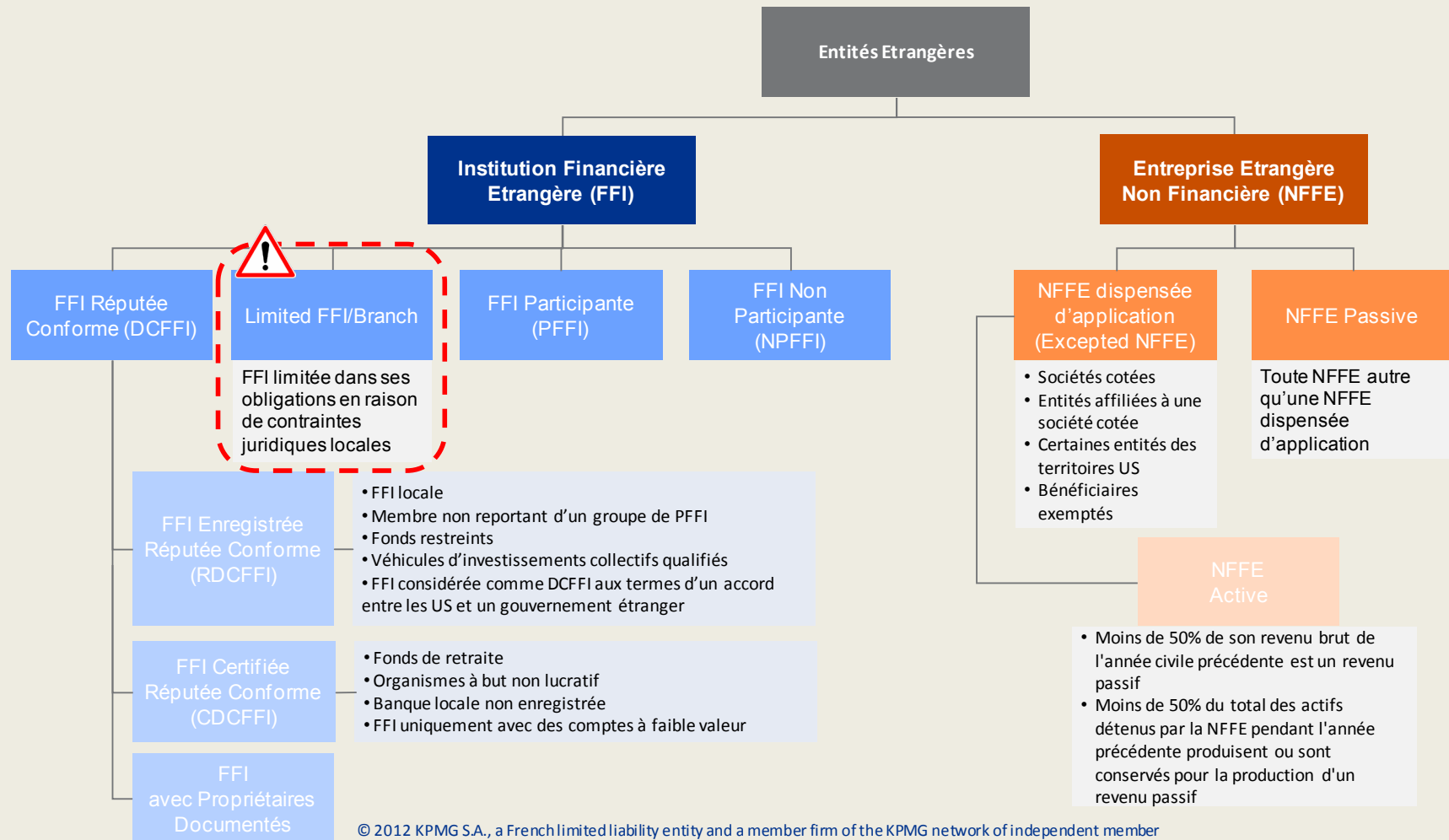
- Discrimination
 - Code Pénal /HALDE
 - Du fait des informations supplémentaires demandées par FATCA
 - Refus d'ouverture d'un compte
 - Clôture d'un compte (si américain avéré / supposé, ou récalcitrant)
- Secret bancaire
 - Code Monétaire et Financier
 - La direction et les employés d'un établissement financier sont tenus au secret professionnel
 - Hors certains cas spécifiques la transmission d'information sans le consentement préalable du client est interdite
- Protection des données personnelles
 - Loi 'informatique et libertés' du 6 janvier 1978
 - Déclaration à / autorisation par la CNIL des bases de données clients
 - Consentement du titulaire de compte



Les impacts juridiques et réglementaires de FATCA (2/2)

- Prélèvement d'un impôt étranger
 - Quelle est la base légale en France pour être collecteur d'impôt étranger ?
 - Absence de convention à cet effet
 - Possible violation de la souveraineté de l'Etat Français
 - Délégation au sous-dépositaire américain de la retenue à la source: seulement applicable pour les revenus intermédiés
 - Quid des revenus non intermédiés (salaires, royalties, etc.), des revenus de cessions bruts et du passthru payment?
- AML et procédures KYC
 - Code Monétaire et Financier / Règlement CRBF 97-02 / 3^e Directive Européenne
 - Différences entre procédures actuelles et besoins de FATCA
 - Seuil pour identification des bénéficiaires effectifs: 25% vs. 10%


De nouvelles implications apportées par les Proposed Regulations (1/2)



© 2012 KPMG S.A., a French limited liability entity and a member firm of the KPMG network of independent member firms affiliated with KPMG International Cooperative, a Swiss entity. All rights reserved.

De nouvelles implications apportées par les Proposed Regulations (2/2)

Le statut de Limited FFI / Limited Branch implique:

- Période transitoire de 2 ans afin de répondre aux exigences de FATCA pour les entités FFI ou succursales de FFI rencontrant des contraintes juridiques locales
 - Ces entités devront effectuer les due diligences d'identification de comptes US
 - Ces entités seront sujettes à la retenue à la source sur tous les paiements de source US dont elles seront bénéficiaires (considérées comme NPFFI par les autres institutions financières)
-
-  • Que se passera-t-il si au terme de la période transitoire de 2 ans, aucune solution n'a été trouvée pour régler les problématiques juridiques?
 - Quelles seront les sanctions applicables à l'entité, ainsi que les conséquences sur le groupe affilié étendu?

Conclusions

Les problématiques juridiques et réglementaires:

- Internationales
- Atténuées par les efforts de lobbying et la publication des accords intergouvernementaux
- Plus complexes pour les grands groupes internationaux
- Nouvelles problématiques apportées par les Proposed Regulations

Au-delà de ces problématiques, comment mettre en place cette réglementation imposée tout en créant de la valeur ajoutée pour l'établissement?

- Optimiser les processus KYC et AML
- Optimiser le traitement de l'information
- Anticiper la réplication de FATCA au niveau mondial

FATCA et TTF : Impacts sur les teneurs de comptes conservateurs

Dominique De Wit,

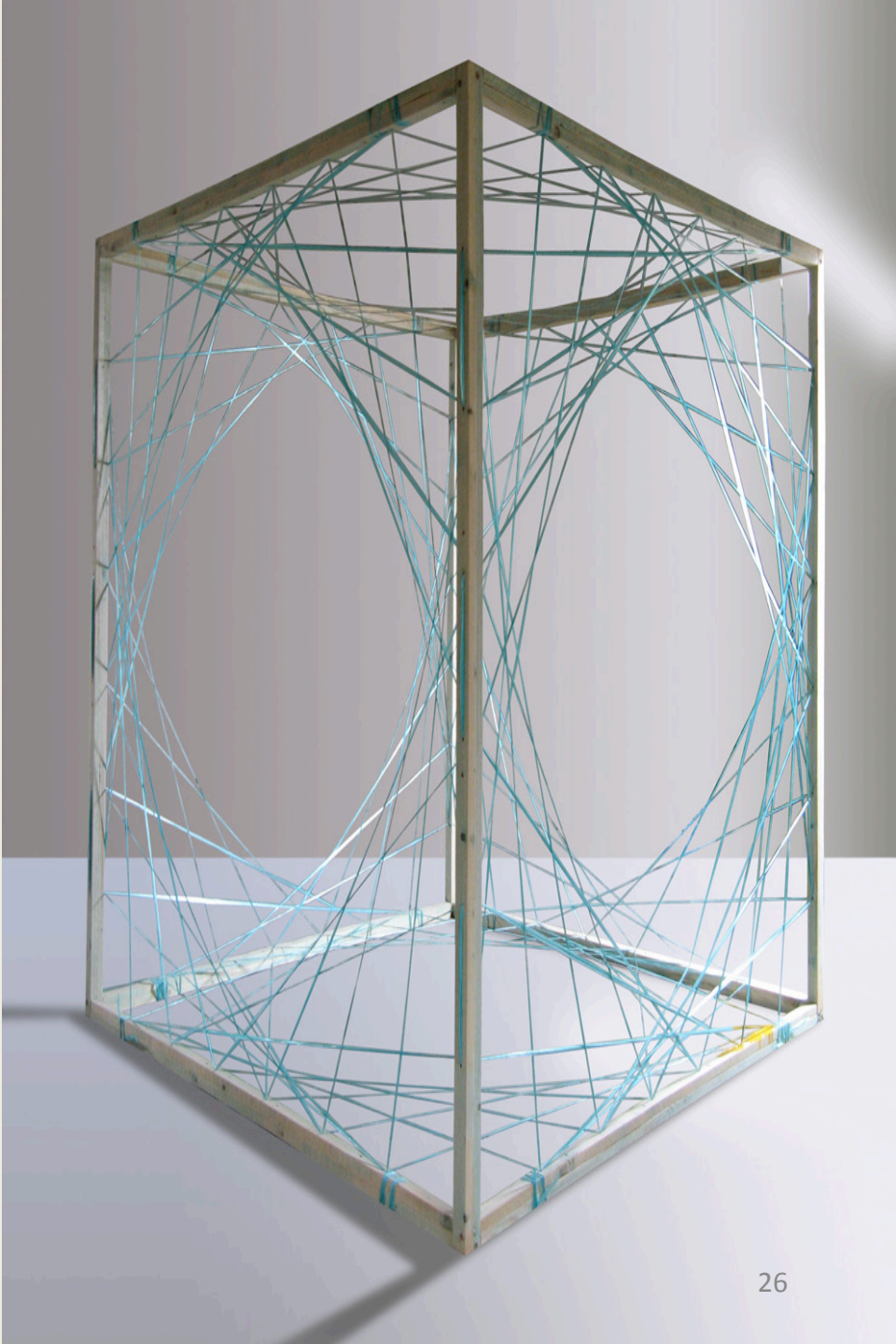
Secrétaire général,

Crédit Agricole Titres

Thibault de Lajudie

Associé,

Ailancy



FATCA : GRANDES ETAPES DU PROJET ET AVANCEMENT DES PARTICIPANTS

**Cadrage Etude -
Prise de
connaissance**

**Diagnostic et
élaboration du
plan de mise en
œuvre**

**Spécifications
fonctionnelles**

**Développements
et mise en œuvre**

- 🌐 La plupart des établissements sont en phase de diagnostic.
- 🌐 Quelques établissements sont sur le point de commencer les développements relatifs à l'identification des clients, même si la réglementation est encore sujette à modifications. Il s'agit notamment des établissements dont les centres de décision ne sont pas en France.
- 🌐 La plupart des établissements prévoient de capitaliser sur leurs outils existants en matière de KYC. Peu d'établissement envisagent de mettre en place des solutions uniquement dédiées à FATCA.

SYNTHESE DES OBLIGATIONS SUIVANT LE STATUT CHOISI

Identifier son futur statut suivant son activité et ses

Statut des institutions financières « Foreign Financial Institutions ou FFI »	Obligations à mettre en place au sein de la FFI hors accord intergouvernemental				Sanction
	Signature d'un accord avec l'IRS	Identification des clients et contreparties	Reporting annuel à l'IRS	Retenue à la source sanction	
Participating FFI La FFI répond aux exigences du dispositif de FATCA	Oui	Oui	Oui	Oui	
Registered deemed compliant FFI La FFI est réputée conforme : certains fonds d'investissement, les FFI locales (avec 98% de sa clientèle résidant dans l'Union Européenne), ...	Enregistre ment sur le site de l'IRS	Oui mais limitée	Non	Non	Non
Certified deemed compliant FFI La FFI est réputée conforme : régime de retraite, organisation sans but lucratif, banque avec des comptes de faible valeur, ...	Non mais formulaire	Non	Non	Non	
Non participating FFI La FFI ne souhaite pas se conformer à FATCA – Elle sera sanctionnée	Non	Non	Non	Non	Oui

La détermination du statut des FFI est clef dans l'évaluation du dispositif cible

FAUT-IL SIGNER UN ACCORD AVEC L'IRS ?

Entité juridique
présente en
dehors de
l'accord
intergouver-
nemental

OUI

- Pour éviter la sanction de la retenue à la source de 30%
- Pour ne pas pénaliser son groupe
- Pour ne pas limiter ses relations commerciales
- Pour continuer à bénéficier des infrastructures de marché

Entité juridique
présente dans un
pays soumis à
l'accord
intergouver-
nemental

NON

- Parce que résider dans un pays partenaire FATCA permet de bénéficier du statut de Participating FFI sans avoir à signer un accord

Ne pas participer au dispositif FATCA est inenvisageable pour la plupart des établissements financiers

CONSEQUENCES DE LA DECLARATION INTERGOUVERNEMENTALE

- En février 2012 les Etats-Unis, l'Allemagne, l'Espagne, l'Italie, le Royaume-Uni et la France se sont prononcés pour une **approche intergouvernementale** de promotion internationale du civisme fiscal et de mise en œuvre du dispositif FATCA

Principes généraux	Déclinaison pratique
Toutes FFI résidant en France seront des participating FFI Le dispositif devient obligatoire	<ul style="list-style-type: none">Les entités résidant en France n'auront pas à signer d'accord avec l'IRSIl n'y aura pas de retenue à la source pour les paiements adressés à des FFI résidant en France (ou dans un autre pays partenaire FATCA)
Le reporting s'effectuera par l'intermédiaire de l'administration fiscale française	<ul style="list-style-type: none">La solution pour le reporting sera sans doute dérivée d'outils existants (un IFU amendé par exemple)Les clients n'auront plus besoin de lever le secret bancaire
Les FFI résidant en France n'auront pas à clôturer les comptes des clients récalcitrants ni à mettre en œuvre la retenue à la source sur certains paiements réalisés sur ces comptes	<ul style="list-style-type: none">Il est envisageable que des sanctions soient cependant mises en place par l'administration fiscale en cas de non respect du dispositifElles pourront prendre d'autres formes que la retenue à la source de 30% sur les revenus de source US

- Le dispositif met en avant la priorité de l'IRS : le **reporting des informations sur les contribuables américains**

Un dispositif assoupli pour les établissements établis en France mais qui accroît la complexité de la mise en œuvre pour des établissements internationaux

IDENTIFICATION DES CLIENTS

☉ **Chaque nouveau compte** doit être documenté pour déterminer s'il doit avoir un statut de compte US ou de compte non US

- Pour les **personnes physiques** : en cas de détection d'**indices d'américanité** dans la documentation collectée à travers les règles **AML & KYC**
- Pour les **personnes morales « passives »** : une **certification** sera demandée au détenteur du compte pour déterminer l'existence (ou l'absence) de propriétaire US

☉ Par ailleurs les établissements devront être en mesure d'identifier le statut FATCA des **établissements** avec lesquels ils traitent

Personnes physiques : 7 indices d'américanité

- Identification du titulaire du compte comme résident américain ou de nationalité américaine
- Lieu de naissance aux Etats-Unis
- Adresse aux Etats-Unis
- Adresse du type « chez X » ou Poste Restante, ou boîte postale aux Etats-Unis
- Numéro de téléphone américain
- Procuration ou mandat donné à un résident américain
- Instructions de transfert de fonds vers un compte aux Etats-Unis

▶ Introduction d'une présomption négative de la nationalité du client

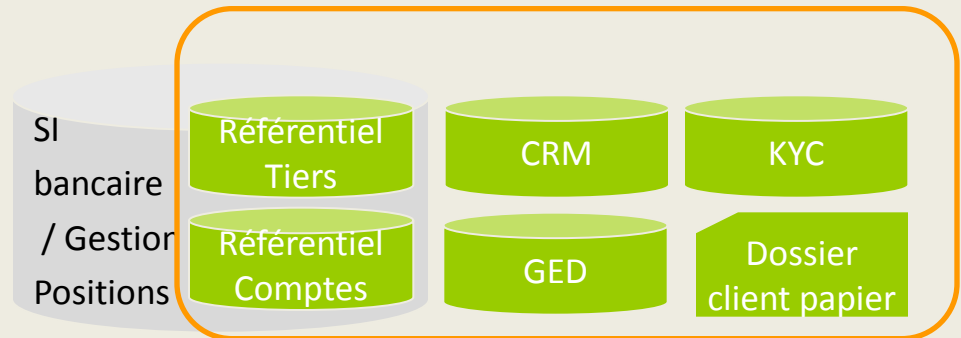
▶ Les processus utilisés lors du client on-boarding doivent systématiquement permettre de collecter le bon niveau de documentation

▶ Différents seuils optionnels existent pour alléger les obligations d'identification

IDENTIFICATION DES CLIENTS

Process / KYC

- 🌀 L'information client est répartie en fonction de l'organisation SI des établissements financiers entre différents outils avec différentes stratégies d'asservissement



Objectifs	Evolutions SI
Traiter les données FATCA	<ul style="list-style-type: none">○ Intégrer les nouvelles données propres à FATCA<ul style="list-style-type: none">• Compte US, compte non US, compte exempté, compte récalcitrant• Compte non revu car sous le seuil
Optimiser l'ouverture de compte	<ul style="list-style-type: none">○ Equiper tous les outils dans lesquels le relationship manager saisit des informations clients de fonctions de détection et de blocage des ouvertures de comptes avec indices○ Gérer les pièces justificatives :<ul style="list-style-type: none">• Indication électronique de leur présence dans le dossier client ou numérisation• Suivi des dates de validité des documents
S'appuyer sur la recherche électronique	<ul style="list-style-type: none">○ Rechercher dans les différents outils les indices d'américanité (pas d'obligation de mettre à niveau les outils pour gérer tous les indices)<ul style="list-style-type: none">• Nationalités, adresse et téléphone dans l'outil de CRM• Nationalités et adresse dans l'outil de KYC• Procuration ou instruction de transfert dans le SI bancaire○ Archivage de la correspondance et des emails pendant 6 ans○ Archivage des extraits bancaires des contribuables américains pendant 6 ans

REPORTING ET RETENUE A LA SOURCE

- Le reporting sera réalisé annuellement sous format informatisé
- Les relevés bancaires des contribuables américains sont archivés pendant 6 ans et doivent être communiqués à l'IRS sur demande

Informations sur les comptes US

- Nom de l'US person, adresse et identifiant fiscal (TIN)
- Solde au 31/12 des avoirs US et non US (titres et espèces)
- Montant brut des revenus (dividendes, intérêts et ventes ou cessions) durant l'année

Informations globales

- Nombre de clients récalcitrants au 31/12
- Montant global des avoirs des clients récalcitrants au 31/12
- Montant global payé à des FFI non participantes

- Tout revenu de source américaine à destination de clients récalcitrants ou FFI non participantes sera soumis à une retenue à la source de 30% qui sera reversée à l'IRS
- Les revenus payés par une FFI ("Passthru Payment") sont présumés de source US à hauteur du ratio des actifs US détenus par la FFI sur le total de ses actifs ("Passthru Payment Percentage") et sont sujets à la retenue à la source à hauteur de ce pourcentage (pas avant janvier 2017)

Ne pas investir directement en titres US ne permet pas de se soustraire à FATCA

Dans le cadre de l'accord intergouvernemental les modalités de reporting et de retenue à la source restent à préciser

CALENDRIER PROJET PAR NATURE D'IMPACTS

Identification

Identification de tous les nouveaux comptes
01/07/2013

Identification des clients pré-existants avec un solde supérieur à 1 millions d'USD
30/06/2014

Identification de l'ensemble des comptes pré-existants
30/06/2015

Signature de l'accord avec l'IRS

2013

2014

2015

2016

2017

Reporting

30/09/2014
Reporting simplifié

31/03/2016
Reporting simplifié incluant les revenus

31/03/2017
Reporting complet

Retenue

01/01/2014
Application de la retenue à la source sur les revenus de source US

01/01/2015
Application de la retenue à la source sur les revenus et les montants de cession d'actifs US

01/01/2017
Application de la retenue à la source sur les passthru payments

Le calendrier du projet est un rétro-planning basé sur les échéances FATCA permettant de ne pas céder à la précipitation et ainsi d'éviter le sur-travail

CONCLUSION

- 🌀 Les participants ont souligné le caractère particulièrement lourd de la mise en conformité avec le dispositif FATCA... Dans un contexte d'activité faible et de réduction des coûts
- 🌀 Lobbying vis à vis de l'IRS : concentrer le lobbying de la profession sur deux sujets
 - Exonération de l'épargne salariale (FCPE et détention directe)
 - Dispositif allégé pour la tenue de registre, ce qui nécessite préalablement de fédérer une position commune
- 🌀 Intérêt de l'ajout du critère PFFI à la liste des critères d'admission des infrastructures
 - Si ce critère n'était pas obligatoire, l'impact dans les processus des participants serait important. En effet, il deviendrait nécessaire, pour chaque flux échangé, d'identifier si la contrepartie est ou non PFFI, afin de déterminer si une retenue à la source doit ou non être appliquée
- 🌀 Questions en suspens / interprétation : grand intérêt d'apporter des solutions communes à la Place (opposabilité plus grande)
 - Exemple : Identification et classification des clients personnes morales

TTF - Sources d'information

Article 5 de la Loi 2012-354 du 14 mars 2012 de finances rectificative pour 2012 publié au JO du 15 mars 2012

- AMAFI : Taxe sur les transactions financières
« Premiers éléments d'appréciation du dispositif mis en place par la Loi de Finances rectificative de 2012 » V1 et V2 en cours.
- EUROCLEAR : Communiqué du 02/04/2012
et
Cahier des charges d'Euroclear : devrait porter sur les aspects incombant au rôle d'Euroclear dans le dispositif des déclarations, et du paiement de cette TTF (Travail d'un Groupe de Place / CSC).
- AFTI : La TTF sera abordée au Groupe Conservation et à l'Observatoire de la Fiscalité.

Impact sur les TCC

Les donneurs d'ordres / brokers / les TTC

« La Taxe s'applique à toute acquisition à titre onéreux dès lors que son acquisition donne lieu à un transfert de propriété »

La cession temporaire est exonérée

➔ Le TCC joue un rôle important dans la détermination de la TTF définitive car il a l'information.

➔ Même si Euroclear France a un rôle central et majeur :

- ⇒ Collecter la déclaration
- Collecter la taxe auprès de ses membres
- Verser cette taxe aux autorités fiscales
- Effectuer des contrôles

Date d'entrée en vigueur

Des questions sans réponse

→ Date d'entrée en vigueur :

- Date d'entrée en vigueur : 1^{er} août 2012
- Modalités pratiques :
 - . Textes d'application à paraître
 - . Instruction fiscale à paraître
 - . Un arrêté donnera la liste des Sociétés françaises concernées

→ Besoins de nouveaux échanges indispensables :

Les TCC ont besoin d'un « mode d'emploi... »

- où il y a des « zones d'ombre » (question sur les warrants) et des « zones grises » (ETF, ADR...)
- complexité du dossier
- calendrier extrêmement tendu pour réaliser l'adaptation des systèmes d'information
- les TCCs ont besoins de certitudes, de stabilité
(Débats DLF, ... DVNI qui « a ses propres conceptions » ... ?)

Champ d'application (1/2)

*Ce qui intéresse la
majorité des acteurs*

La TTF ... 3 taxes

. TTF Actions

. TTF THF

. TTF CDS nu

→ Les titres de capital

- Actions (ordinaires ou de préférence)
- Autres titres donnant ou pouvant donner accès au capital ou aux droits de vote (OC, ORA ..., obligations échangeables en actions, BSA)
- Instruments équivalents à un titre de capital aux droits représentatifs d'un titre de capital émis sur le fondement de droits étrangers (les ADR ? officiellement non... mais ?)

→ ... cotés sur un marché réglementé français ou européen ou sur un « marché reconnu »

- NASDAQ, NYSE, Bourse de Hong Kong ne sont pas des marchés reconnus
 - Les systèmes multilatéraux de négociation ne sont pas visés
- Dès qu'un titre de capital est coté sur un marché visé, son acquisition est taxable quel que soit le marché sur lequel elle est réalisée.

Champ d'application (2/2)

- ... émis par une société dont le siège social est en France et dont la capitalisation boursière dépasse 1 milliard d'euros au 1^{er} janvier de l'année d'imposition (liste annuelle établie par arrêté)
- ... acquis à titre onéreux
 - Achat, y compris dans le cadre de l'exercice d'une option ou d'un achat à terme, échange, ou attribution en contrepartie d'apports
 - L'acquisition doit donner lieu à un transfert de propriété (inscription dans le compte titres de l'acquéreur)
 - Les instruments financiers à terme dénoués exclusivement en numéraire ne sont pas taxables.

Titres à la limite du titre en capital... il faut de la clarté – FBF / AMAFI → question juridique

Comment gérer l'intraday ?

L'intraday est « hors champ »

Les opérations « intraday » ne sont imposables que sur la position nette acheteuse en fin de journée ; selon la loi la position nette acheteuse du client sera taxée.

Jour J Achat comptant	actions TOTAL	1 000
Jour J Vente comptant	actions TOTAL	250
Jour J Vente comptant	actions TOTAL	250

	net	500

Difficultés opérationnelles

L'acquéreur doit payer la TTF de 0,10 sur 500

Le Trésor recevra la taxe sur l'achat de 500.

Position nette : - par broker OUI
- si multi brokers NON

Et le SRD ? non exonéré

- en fin de mois : TTF sur le net levé par code valeur si « non reporté » ;
la livraison au client, en fin de mois devrait être imposée.

Obligations fiscales

Le PSI ou le TCC devrait fournir certaines informations (précisées par décret) au dépositaire central avant le 5 de chaque mois.

(C'est le dépositaire central qui sera en charge des déclarations fiscales, du paiement de la taxe et sera le contact de l'administration fiscale)

La déclaration et le paiement seront dus avant le 25 de chaque mois.

Les opérations réalisées du 01/08 au 31/10/12 feront l'objet d'un paiement unique le 30 novembre 2012 par Euroclear sur la base des informations transmises au plus tard le 10 novembre.

N.B. : Le paiement par les PSE/TCC et les déclarations avant le 10 novembre 2012.

Répercussion de la TTF au donneur d'ordre

- ➔ C'est incontestablement l'acquéreur des actions qui est celui qui doit supporter le coût financier de la TTF.
- ➔ Le mode de prélèvement de la taxe repose sur l'établissement financier.

Précaution juridique :

« *retail* »

Il semble nécessaire d'adresser un document distribué à l'ensemble de la clientèle avisant celle-ci que les achats d'actions de société françaises dont la capitalisation boursière excède 1 milliard, à compter du 01/08/2012, sont frappés d'une TTF égale à 0,1 % du prix d'acquisition.

Avis d'opéré client : Directive MIF

Transparence des frais, des taxes

➔ faire figurer sur l'avis reçu par le client

UN PROJET

Chaque TCC doit mener sa propre analyse en fonction de ses schémas de traitement des ordres

➔ Le RTO reçoit une confirmation de son broker ... (la taxe a été prélevée)

doit comprendre les données nouvelles (0,10 % ...)

Monde du retail

➔ Le RTO va émettre l'avis d'opéré vers le donneur d'ordre.

➔ Pas de RTO

Institutionnels

➔ L'institutionnel s'adresse à son broker et demande le dépouillement. Le donneur d'ordre a été informé de l'application de la taxe.

Impacts sur les activités ?

- ➔ Sociétés émettrices, particuliers, et SICAV, Hedge Funds et opérateurs sur gros volumes sont impactés.
- ➔ Adaptation des acteurs pour « minimiser » cette taxe ?

Des délocalisations paraissent peu probables
(transférer son siège social au Luxembourg... émettre une classe d'action sur un autre marché ...)

Produits équivalents non taxables ?

- warrant (selon qu'il peut y avoir livraison physique ou non ...)
- CFD (cf. en Angleterre ... le Stamp Duty... les clients utilisent plus les CFD...)
- ETF
- autres... (utiliser plus le SRD ... ?)

Conclusion : Effets ? Bilan attendu ?

Image de la Place de Paris : dommage marketing ?

Rendement de cette taxe (1 milliard d'euros attendu)

Objectifs de la TTF : prévenir des comportements spéculatifs dommageables ?
→ la TTF ne frappe pas la prise de risque, mais plutôt le volume ...
: mettre à contribution le secteur financier ?
→ pas sûr.. « il y a des exonérations.. et des instruments synthétiques
→ payeur final → investisseur final ...

La TTF française engage-t-elle une dynamique « internationale » ? (« vocation » annoncée de notre TTF française ...)

→ il y a une proposition de Directive établissant un système commun de TTF à compter du 01/01/2014...

► Des suites possibles en France après les élections présidentielles...

Selon certains scénarii, une TTF possiblement remise en chantier... retouchée...

Le risque d'investissement informatique jetable est le plus grand.

terrain mouvant

TTF : Modalités de collecte

Brigitte Daurelle,

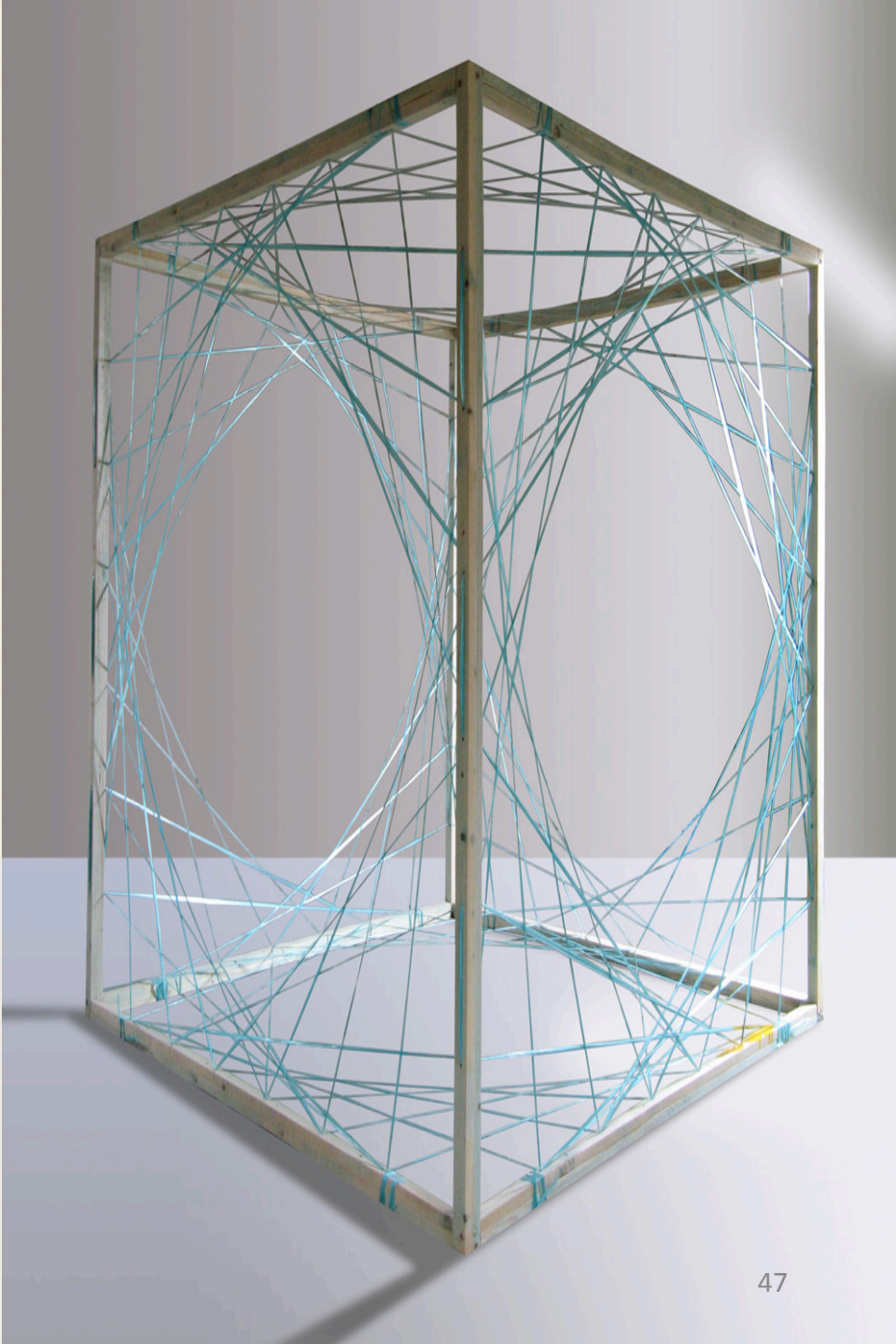
Secrétaire générale,

Euroclear France

Pierre PORTA

Expert métier Titres

CSC



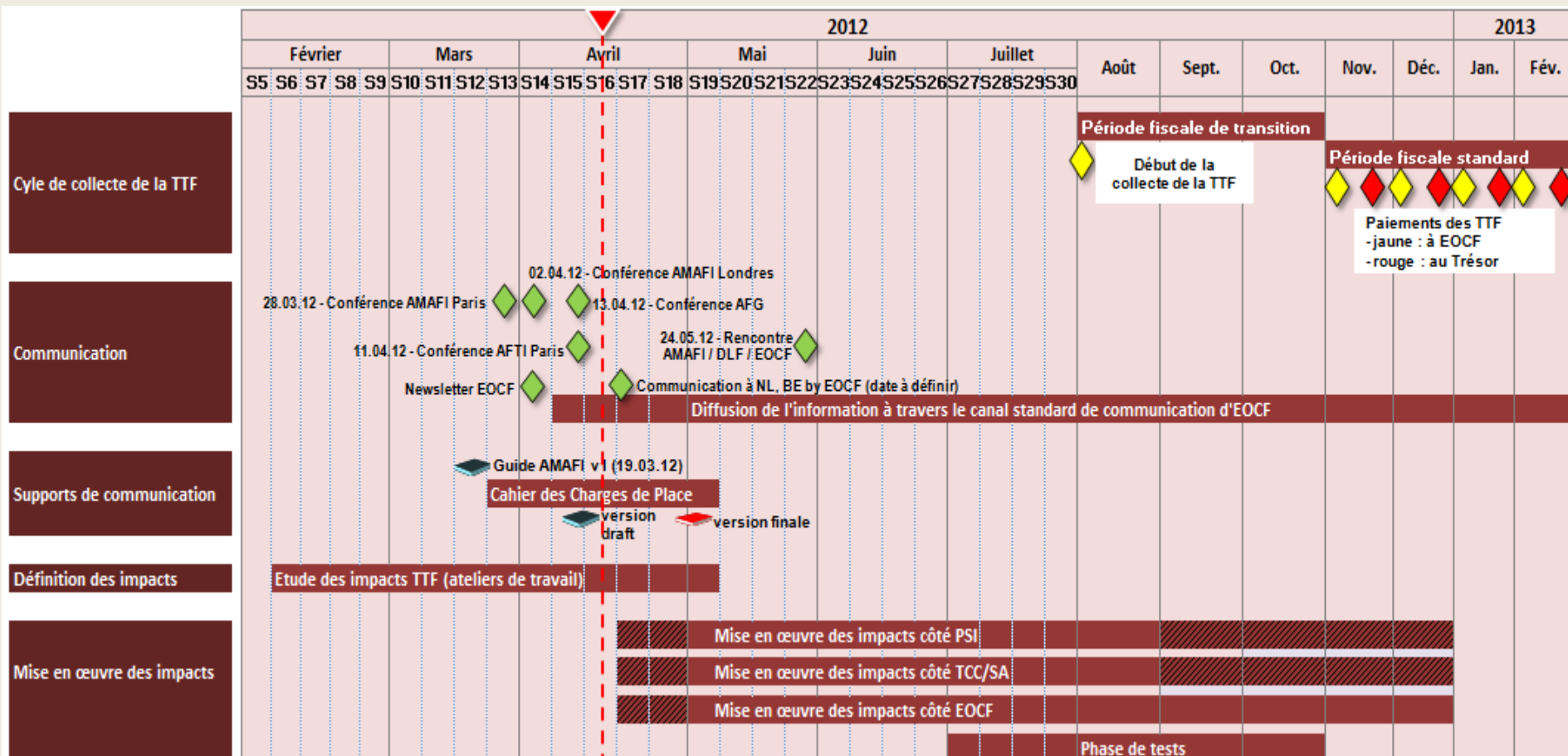
Taxes sur les Transactions Financières

Sommaire

- Calendrier du projet
- Processus de collecte
- Processus de déclaration et de versement de la TTF au TRESOR
- Dates importantes à partir du 1er Août
- Modèle de déclaration TTF

Taxe sur les Transactions Financières

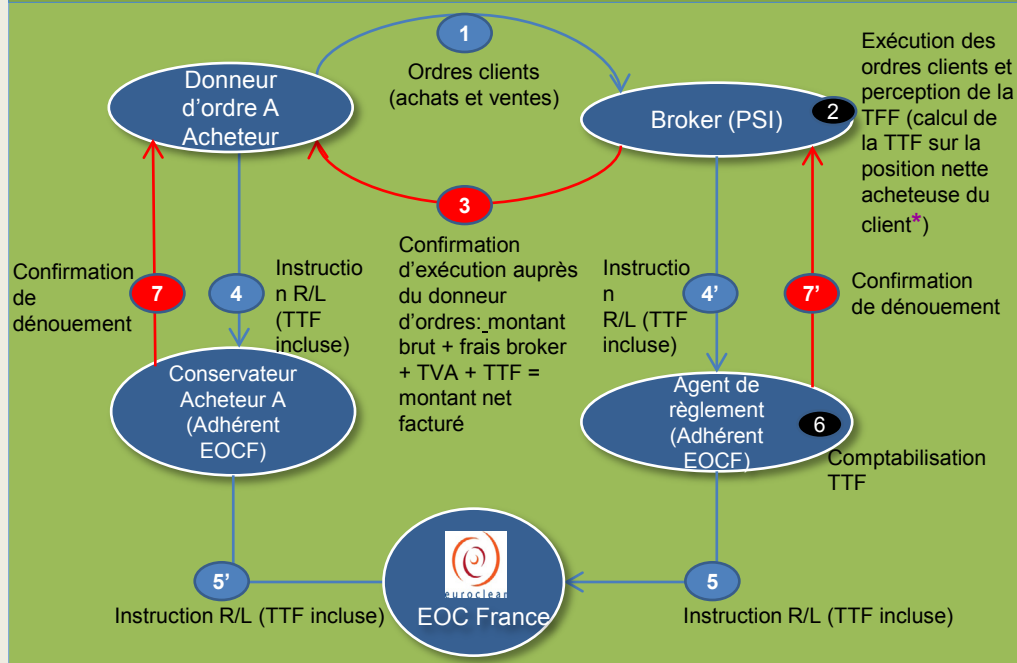
Calendrier du projet



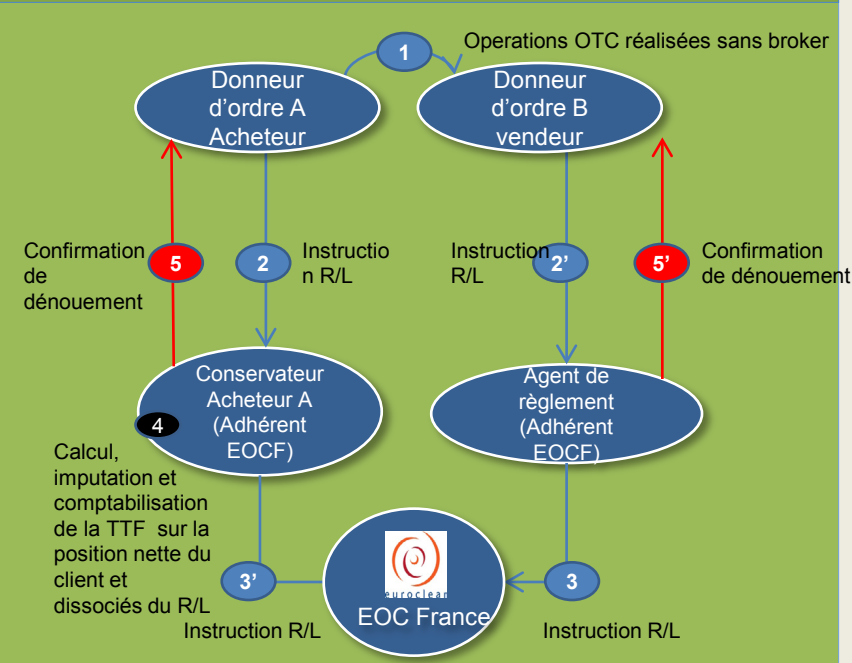
Taxe sur les Transactions Financières

Processus de collecte

1. Perception de la TTF (opération avec intermédiation)



2. Perception de la TTF (opération sans intermédiation)



Légende

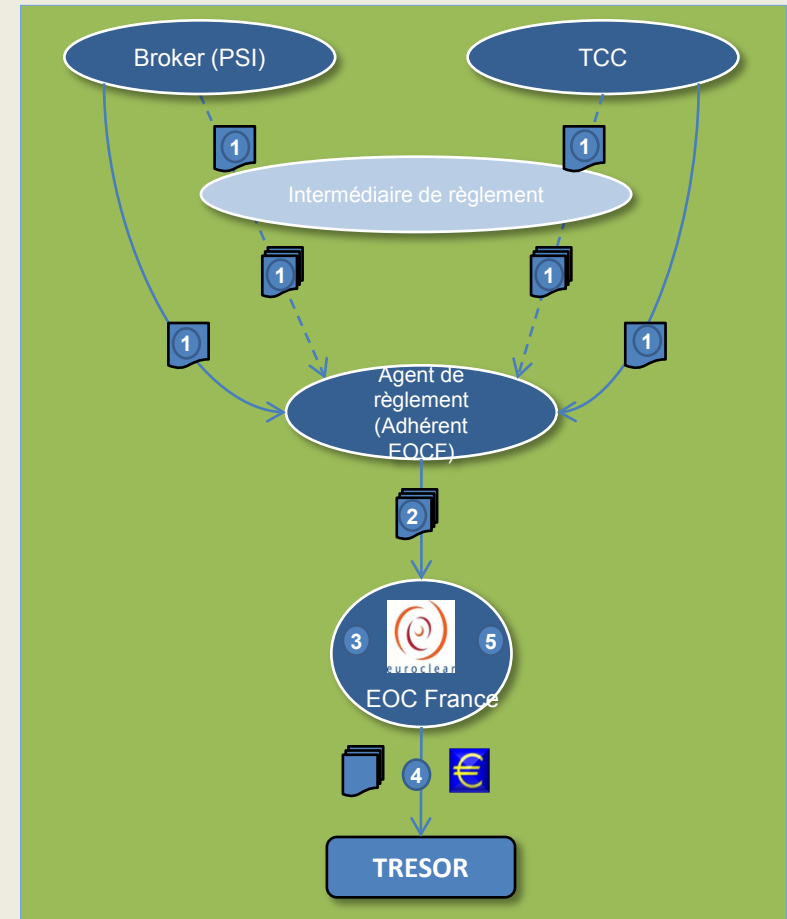
- Flux d'ordre/instruction « OTC »
- Flux de confirmation d'exécution / de règlement
- - -> Flux de reporting de la TTF + liquidation
- Tâche interne

(*) Notion de position nette acheteuse : La TTF confirmée au donneur d'ordre serait calculée et imputée individuellement sur chaque ordre d'achat unitaire. Or La TTF réellement due par un donneur d'ordre devrait être calculée sur la position nette acheteuse (compensation des ordres d'achats et de ventes de la journée) qui n'est connue qu'en fin de journée. Ce qui signifierait que des régularisations seraient nécessaires entre la confirmation broker et le solde de TTF à décaisser par le client.

Taxe sur les Transactions Financières

Processus de déclaration et de versement de la TTF au TRESOR

- 1 Les redevables produisent et transmettent les déclaratifs sur une base mensuelle selon les schémas de relation de comptes jusqu'à un membre d'EOC France (redevables / intermédiaires de RL / EOC France).
 - L'adhérent EOC France réceptionne les déclaratifs et les transmet à EOC France selon un format standard (cf. format de déclaration).
- 2 EOC France reçoit l'ensemble des déclaratifs et prélève ses adhérents des sommes déclarées (schéma comptable à préciser).
- 3 EOC France transmet une synthèse des déclaratifs TTF et reverse au TRESOR la somme totale mensuelle perçue. Ce règlement déclenche les différents ajustements comptables qui doivent s'opérer.
- 4 EOC France effectuera des contrôles a posteriori, dont des contrôles de cohérence des déclaratifs.
- 5



Taxe sur les Transactions Financières

Dates importantes à partir du 1er Août

Du 1 ^{er} août 2012 au 30 octobre 2012 <i>Période transitoire</i>		A partir du 1 ^{er} novembre 2012 <i>Période standard</i>	
Etape 1	A partir du 1^{er} Août , les redevables peuvent commencer à déclarer des transactions au fil de l'eau ou bien par périodicité pour la période fiscale couvrant les transactions comprises entre le 1 ^{er} Août et le 30 octobre	A partir du 1^{er} de chaque mois , les redevables peuvent commencer à déclarer des transactions au fil de l'eau ou bien par périodicité pour la période fiscale N couvrant les transactions comprises entre le 1 ^{er} jour et le dernier jour ouvré du mois N	
Etape 2	L'ensemble des déclarations TTF devront être transmises à EOC France selon le processus au plus tard le 7 novembre 2012* .	L'ensemble des déclarations TTF devront être transmises à EOC France selon le processus au plus tard le 3^{ème} jour du mois N+1* (N étant la période fiscale).	
Etape 3	Le 9 novembre 2012* , EOC débite l'ensemble de ses adhérents du montant total indiqué dans la (les) déclaration(s) reçue(s) et crédite le compte global TTF ouvert par EOC France.	Le 4^{ème} jour du mois N+1* , EOC débite l'ensemble de ses adhérents du montant total indiqué dans la (les) déclaration(s) reçue(s) et crédite le compte global TTF ouvert par EOC France.	
Etape 4	Le 29 novembre 2012* , EOC France débite le compte global TTF et crédite le compte de la Direction Générale des Impôts .	Le 24^{ème} jour du mois de l'année N+1* , EOC France débite le compte global TTF et crédite le compte de la Direction Générale des Impôts .	

*Date indicative, en cours de validation

Taxe sur les Transactions Financières

Modèle de déclaration TTF

- Principaux éléments devant figurer :

The diagram illustrates the structure of the TTF Declaration form, which is a green document with a white header and a white body. The header is titled "Déclaration TTF" in red. The body is divided into two main sections: "En-tête unique" (Unique Header) and "Pour chaque transaction à déclarer" (For each transaction to declare). The "En-tête unique" section contains a list of fields: Code participant EOC France, Montant total de la taxe, Nombre total de transactions déclarées, Date d'envoi et mois de paiement, Référence du fichier, Code BIC et raison sociale, and Code d'enregistrement local de l'entreprise. The "Pour chaque transaction à déclarer" section contains a list of fields for each transaction: Référence de la transaction, Type de déclaration (S, R, C, A), Flag des opérations nettes (intraday et SRD), Code ISIN / date de la transaction / Quantité / Place de la transaction, Montant de la transaction, Code d'exonération (blanc / 1 à 9), and Montant de la TTF. The transactions are numbered 1, 2, 3... n.

Déclaration TTF

En-tête unique

- ✓ Code participant EOC France
- ✓ Montant total de la taxe
- ✓ Nombre total de transactions déclarées
- ✓ Date d'envoi et mois de paiement
- ✓ Référence du fichier
- ✓ Code BIC et raison sociale
- ✓ Code d'enregistrement local de l'entreprise

Pour chaque transaction à déclarer

Transaction 1

- ✓ Référence de la transaction
- ✓ Type de déclaration (S, R, C, A)
- ✓ Flag des opérations nettes (intraday et SRD)
- ✓ Code ISIN / date de la transaction / Quantité / Place de la transaction
- ✓ Montant de la transaction
- ✓ Code d'exonération (blanc / 1 à 9)
- ✓ Montant de la TTF

...

Transaction 2, 3... n

- Ces déclaratifs seront transmis à EOC France via les moyens de communication existants (E2A, E-RGV)
- Chaque déclaratif devra regrouper les opérations d'un redevable unique identifié a minima par le code BIC ou la raison sociale
- EOC France débitera le montant indiqué (*montant total de la taxe*) sans vérifier que celui-ci est bien la somme des montants individuels déclarés sur chaque transaction
- L'événement déclencheur de la déclaration est la date de règlement / livraison (théorique ou réelle)
 - Première date de règlement déclarable = 06/08/2012 **
 - Toutes les transactions réglées / livrées dans le mois N sont déclarables en début de mois N+1 *
- Les types de déclaration
 - Standard: pour la première déclaration une transaction taxable ou exonérée
 - Régularisation: afin de modifier le caractère taxable ou exonéré d'une transaction (i.e. modifier le montant de TTF associée)
 - Modification: afin de modifier un critère de la transaction qui n'impacte pas le montant de la TTF associée (ISIN, référence, ...)

Nota: ces déclaratifs feront l'objet de tests à partir de début juillet

LES AMPHIS DE L'AFTI

FIN DE L'AMPHI

FATCA / TTF :
QUELS IMPACTS POUR LE POST-MARCHÉ ?

En partenariat avec :



www.afti.asso.fr